

Il y a de quoi désespérer lorsque se répètent, année après année, les mêmes scénarios pour les mêmes abandons industriels avec les mêmes conséquences sociales et les mêmes discours impuissants, et toujours les mêmes excuses et arguments à cette impuissance qui, à défaut d'être organisée, semble acceptée comme une fatalité obligatoire de la mondialisation. Moulinex jadis, comme Ford aujourd'hui, comme Ascoval hier, comme les Fonderies du Poitou aujourd'hui encore : c'est une litanie sans fin d'usines qui ferment, de travailleurs jetés à la rue, souvent pour complaire à des actionnaires lointains qui se moquent bien de la détresse humaine et de la justice sociale. Et toujours la même comédie de l'Etat républicain qui menace les multinationales avant de, piteusement, rentrer à la niche avec des « engagements » de la part de ces sociétés monstrueuses qui se moquent bien de les honorer ! A Blanquefort comme ailleurs, la République montre là toute son inefficacité et, plus grave, son fatalisme profond : le « Que faire ? » d'un Le Maire, après celui d'un Jospin ou d'un... Macron sous Hollande, n'est pas un appel à faire comme a pu l'être celui de Lénine, terriblement efficace (pas forcément pour le meilleur...), mais plutôt la formule d'un abandon, voire d'un reniement.

J'en serre les poings de rage à chaque fois, et je maudis cette République qui a oublié ses volontés « capétiennes » de l'époque de Gaulle, voire Pompidou : où sont les grands projets industriels de long terme, les stratégies ambitieuses et ces succès qui permettaient à la France de faire entendre la langue française sur tous les continents et sur nombre de chantiers internationaux ? Dans le dernier numéro de *Marianne*, sa directrice Natacha Polony dresse un constat sévère de la situation : «

La

France s'illustre par son impuissance absolue. Face aux multinationales d'abord. Ford n'est que la dernière d'une longue série. CICE, plan de sauvegarde de l'emploi, subventions diverses et variées... Et l'on s'en va en faisant en sorte que le site, surtout, ne puisse être repris par un éventuel concurrent.

» Pour Ford, les contribuables français ont beaucoup dépensé par le biais de l'Etat et des collectivités locales, comme le souligne Alexis Moreau dans le même journal : «

Combien Ford a-t-il empoché au total ? Environ 20 millions d'euros, si l'on s'en tient aux subventions versées par l'Etat et les collectivités dans le cadre de l'accord de 2013.

Beaucoup plus, si l'on comptabilise l'ensemble des aides : près de 8 millions d'euros au titre du Crédit d'impôt compétitivité emploi et 27 millions d'euros au titre du chômage partiel (...). Soit une ardoise globale de quelque 55 millions d'euros. (...) Ford pourra toucher une ultime ristourne, malgré la fermeture : en 2019, elle devrait bénéficier du CICE, au titre de l'année 2018. Soit un chèque de 1,1 million d'euros (...).

» N'y a-t-il pas là de quoi se révolter contre un système absurde qui semble accorder une prime aux salauds ?



Cette indécence capitaliste n'est possible que parce que la République s'est laissé lier les mains par les féodalités financières et par une Construction européenne qui n'a jamais eu grand-chose de « sociale », et cela depuis ses douteuses origines que, d'ailleurs, Pierre Mendès-France avait, en homme de gauche idéaliste, remarquées et dénoncées en s'opposant au Traité de Rome de 1957, rejoignant en cela ses vieux adversaires de l'Action Française...

Madame Polony y voit aussi un effet de la naïveté des dirigeants français sur les questions industrielles et économiques, dans une mondialisation qui n'est que « la guerre de tous contre tous », en définitive : « **Les Français sont les seuls à croire qu'un géant finlandais absorbant un groupe français ne privilégiera pas les intérêts finlandais au détriment des emplois en France. Trente ans d'idéologie technocratique du dépassement de la nation ont abouti, dans les élites françaises, au bisounoursisme généralisé.** (...) Et comme nous n'avons que des alliés et des amis, inutile de développer l'intelligence économique pour anticiper ce genre de réveil nationaliste.

» Derrière l'ironie de la dernière phrase, il y a une forte réalité : on nous parlait d'Europe à construire, de la paix pour

toujours et de bonne gouvernance grâce à l'euro, de mondialisation heureuse, du règne des experts et de la société civile, et l'on laissait (et on laisse toujours) les loups piller sans vergogne notre bergerie nationale... Les Pangloss de la République mériteraient quelque bonne fessée pour cette peine qu'ils ont fait à l'économie française et à ses producteurs locaux, et pour les larmes de tous ces travailleurs sacrifiés sur l'autel du profit !

Nous pourrions nous contenter de ce triste constat : « **Manque l'essentiel : la puissance d'un poing qui frappe sur la table** », s'exclame Natacha Polony, et elle a (presque) tout dit ! Mais, quel Etat peut redonner au poing français sa force nécessaire pour, à la fois, se dresser face aux féodaux et aux empires, et faire trembler ceux qui s'invitent au banquet français sans payer leur festin ?



Dans notre histoire, le poing nu brandi vers le ciel ne marque que la colère et, même si elle s'avère parfois nécessaire, elle n'est pas suffisante pour fonder une politique digne de ce nom et un Etat fort devant les puissants pour préserver les faibles et les autres. Sans doute faudra-t-il, faute d'un de Gaulle qui n'est jamais qu'un bref moment dans l'histoire de l'Etat, remettre dans ce poing français le sceptre royal qui marque à la fois la souveraineté et la décision libre de notre pays, pour le pays et les nôtres, tout simplement...